

REÇU LE 03 JUIL. 2024



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires culturelles
Auvergne Rhône-Alpes

Pôle architecture et patrimoines
Conservation régionale des monuments
historiques

Affaire suivie par : Julien DEFILLON

Tél. 04 72 00 43 98
julien.defillon@culture.gouv.fr
Réf. 24/340/JD/ST

M. Eric LANGEAC
Ministère de la Justice
20 Bd Eugène Deruelle
Immeuble le Britannia C/8
69432 LYON cedex 03

Lyon, le 25/06/2024

Objet : notification de la décision d'autorisation de travaux en date du 25/06/2024

69 – LYON 05 – Palais de justice - Travaux de réfection des systèmes de contrôle d'accès, sureté et vidéosurveillance.

P.J. : 2.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli la décision sollicitée concernant l'autorisation de travaux citée en objet, relative à un immeuble classé au titre des monuments historiques.

- au titre du contrôle scientifique et technique de l'État (code du patrimoine, articles R 621-18 à R 621-24), votre interlocuteur unique sur ce dossier sera M. Julien DEFILLON, ingénieur du patrimoine, chargé en tant qu'« agent désigné » de suivre cette opération dans toutes ses étapes (instruction de l'autorisation de travaux, suivi des travaux...).

- au titre des dispositions de l'article R 621-16 du code du patrimoine et de l'arrêté ministériel du 9 novembre 2007 pris en application, l'autorisation de ces travaux devra être affichée sur le terrain. Cet affichage fait courir le délai du recours ouvert aux tiers, d'une durée de deux mois.

- par ailleurs, l'article R 621-17 de ce code porte obligation au maître d'ouvrage de travaux sur un édifice classé parmi les monuments historiques de transmettre à l'issue de ces travaux trois exemplaires du dossier des ouvrages exécutés (DOE) à l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) territorialement compétente.

Je vous prie de bien vouloir me retourner signé l'accusé de réception joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Elle Directeur Régional des Affaires Culturelles
par délégation
La conservatrice régionale adjointe
des monuments historiques
Marie-Blanche POTTE

Copies : UDAP 69, Ville de LYON

Signé électroniquement par
Marie-Blanche POTTE
Le 26/06/2024 à 15:05

Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes
Le Grenier d'Abondance - 6, quai Saint-Vincent
69283 Lyon cedex 01
Tél. 04.72 00 44 00

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Auvergne-Rhone-Alpes



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale des affaires culturelles
Auvergne Rhône-Alpes**

Autorisation de Travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques

Référence : AC 069 385 24 00010

La préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du département du Rhône,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-100 du 12 avril 2023 portant délégation de signature à M. Marc DROUET, directeur régional des affaires culturelles Auvergne Rhône-Alpes,

Vu l'arrêté n° 2023-04 du 28 novembre 2023 portant subdélégation, pris pour l'application de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral susvisé, en son article 2 portant délégation de signature à Mme Anne-Lise PREZ, conservatrice régionale des monuments historiques, et en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Marie-Blanche POTTE, conservatrice régionale adjointe des monuments historiques, M. Grégoire CHALIER, conservateur régional adjoint des monuments historiques et M. Patrick MAILLARD, adjoint au conservateur régional des monuments historiques,

Vu le code du patrimoine, et notamment ses articles L 621-9 et R 621-11 à R 621-24,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 425-5 et R 425-23,

Vu l'arrêté du 13 février 1996 portant classement au titre des monuments historiques du Palais de justice de Lyon (69 - Rhône),

Vu la demande déposée par M. Éric LANGEAC, ministère de la Justice, 20 Bd Eugène Deruelle, Immeuble le Britannia C/8, 69432 LYON cedex 03, le 14/05/2024,

Considérant la qualité architecturale et la protection au titre des monuments historiques de l'édifice.

Décide

Article 1

L'autorisation sollicitée par le demandeur susvisé, pour les travaux de réfection des systèmes de contrôle d'accès, sureté et vidéosurveillance du Palais de justice de Lyon (69 - Rhône), classé monument historique, est :

- donnée avec les prescriptions suivantes :

Le service des monuments historiques, représenté par l'agent de l'État désigné, sera informé du début des travaux et destinataire des comptes rendus et convocations aux réunions de chantier afin de pouvoir exercer le contrôle scientifique et technique.

Les entreprises retenues devront présenter les qualifications spécifiques ou les références récentes justifiant de leur capacité à intervenir sur monument historique.

Les nouveaux percements devront être limités au strict nombre indiqué dans la demande d'autorisation susnommée.

Pour les caméras de vidéosurveillance : les fixations mentionnées "sur plafond" feront l'objet d'un échange spécifique et de propositions alternatives avec l'agent de l'État désigné pour validation.

Sur les accès entrées :

- dans le cas d'installations ex novo (type : porte CA-RDC-32, CA-RDC-31, etc.), un échange spécifique avec l'agent de l'État désigné sera effectué pour vérifier l'impact des percements et des cheminements qui devront être limité au maximum et ne pas altérer les éléments constructifs remarquables du bâti ;
- pour les contrôles d'accès, le regroupement des matériels devra faire l'objet d'une validation préalable de l'agent de l'État désigné dans le cas de percements supplémentaires.

Seront soumis à l'avis de l'agent de l'État désigné pour validation les plans de travaux :

- Les modèles et teintes des éléments techniques rapportés

Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes
Le Grenier d'Abondance - 6, quai Saint-Vincent
69283 Lyon cedex 01
Tél. 04.72 00 44 00

www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Auvergne-Rhone-Alpes

Article 2

Le directeur régional des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Lyon, le 25/06/2024

Région Auvergne-Rhône-Alpes
Direction Régionale des Affaires Culturelles
La conservation régionale adjointe
des monuments historiques


Signé électroniquement par Marie-
Blanche POTTE
Le 26/06/2024 à 15:05

Copies : UDAP 69, Mairie de Lyon